

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 10 juin 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision Environnement industriel
ENV4

Affaire suivie par : Yann DEFFIN
N/Réf. : 2014/771

Téléphone : 05 61 15 37 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : yann.deffin
@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations
Fixation du montant et constitution

Pj: Projet d'arrêté complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de

I ETABLISSEMENT

Raison sociale : SEVIA
Siège social : ZI du petit parc, rue des Fontenelles, 78 920 ECQUEVILLY
Adresse de l'établissement : ZAC du Terroir, Chemin Jean Mermoz, 31140 SAINT ALBAN
Activité principale : transit de déchets dangereux : huiles usagées majoritairement
Numéro S3IC :68-2422

II. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avait introduit l'obligation de garanties financières pour la mise en activité de certaines installations classées. La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est venue élargir leur champ d'application aux installations classées présentant des risques importants dépollution ou d'accident, définies par décret en Conseil d'État.

Le décret d'application de cette loi a été signé le 3 mai 2012 (n° 2012-633). Ces dispositions sont codifiées aux articles R. 516-1 à R. 516-6 du Code de l'environnement. Ces dispositions sont applicables au 1er Juillet 2012.

Afin de mettre en œuvre cette réforme, trois arrêtés d'application ont été publiés au Journal officiel. Ces arrêtés concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté signé le 31 mai 2012, publié au JO du 23 mai 2012) ;
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (arrêté du 31 mai 2012, publié également au JO du 23 mai 2012) ;
- les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012, publié au JO du 8 août 2012).

Les exploitants des installations concernées doivent présenter au préfet un document attestant de la constitution de garanties pour les installations existantes des annexes 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2012, avant le 1er juillet 2014 ou avant le 1er juillet 2019 (cf. liste en annexe 2 de l'arrêté du 31 mai 2012).

III. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société SEVIA est autorisée par arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 à effectuer une activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux sur la commune de Saint Alban.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes:

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques	Volume des activités
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 tonne.	La quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être présents sur le site est de 451 tonnes : <ul style="list-style-type: none">315 tonnes d'huiles usagées (total annuel maximum : 4 200 tonnes) ;106 tonnes de déchets dangereux divers provenant d'ateliers mécaniques (total annuel maximum : 1 800 tonnes) ;30 tonnes de liquide de refroidissement (total annuel maximum : 250 tonnes). Les types et quantités de déchets dangereux entreposés sur le site ne dépassent pas les quantités mentionnées en annexes 2 (a et b). de l'arrêté du 24 décembre 2013.

Par courrier électronique du 12 décembre 2012, la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations relevant des rubriques susvisées.

La proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant n'était pas conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'Inspection a donc envoyé à l'exploitant un courrier de demande de modification de son calcul, courrier envoyé le 22 avril 2013, puis une proposition de montant de garantie financière par courrier électronique du 19 mai 2014. L'exploitant a envoyé des éléments complémentaires par courrier électronique du 21 mai 2014.

L'instruction de l'Inspection selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros.

L'exploitant doit maintenant constituer des garanties financières correspondantes conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement.

IV. PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Mr le Préfet de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société SEVIA à la somme de 88 743,60 euros tel que l'a validée l'inspection.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi dans ce sens est joint au présent rapport pour être soumis à l'avis du CODERST.

l'Inspecteur de l'environnement

Yann DEFFIN

Vu et validé le

10/6/14

l'Inspecteur de l'environnement

Christine DACHICOURT-COSSART